

Rien n'est gratuit: Trudeau achète des votes avec l'argent de vos petits-enfants

Rod Taylor

Chef, PHC Canada

Autrefois, il n'y a pas si longtemps, il était courant d'acheter des votes en donnant de l'argent aux électeurs en échange d'une promesse de soutien aux urnes.¹ Les soi-disant «cantons pourris» ou «districts de famille» en Angleterre appartenaient essentiellement à un homme, ou à sa famille, et grâce à des incitations en espèces ou à la pression imposée par un propriétaire, les électeurs ont été persuadés de voter pour les gens qui avaient l'argent et la Puissance. En plus de cela, les électeurs n'avaient pas de scrutin secret, de sorte que les pressions et les incitations pouvaient être appliquées avec de réelles conséquences.

Si la réforme électorale des années 1800 a introduit la dignité et l'équité des scrutins secrets et a rendu illégale la pratique d'achat ouvert de votes, elle n'a pas changé le cœur des hommes qui cherchent à influencer l'opinion publique par l'utilisation de l'argent. Aujourd'hui, cependant, les politiciens corrompus ont tendance à utiliser l'argent des autres plutôt que le leur. Qui sont les «autres personnes»? Ce sont ceux d'entre nous qui payons des impôts, que les aspirants politiciens (en particulier ceux qui occupent déjà des postes au gouvernement) utilisent comme source infinie de fonds.

Prenons notre Premier Ministre par exemple; les promesses faites lors des deux dernières élections fédérales et les murmures que nous entendons maintenant - avant le discours du Trône, prévu pour le 23 septembre - sont des promesses de dépenser plus d'argent pour des choses que certains électeurs veulent. En d'autres termes, il utilise votre argent pour acheter leurs votes. . . si seulement c'était le pire!

Le montant d'argent déjà dépensé par le gouvernement Trudeau au cours des cinq dernières années, ajouté aux dépenses excessives des gouvernements précédents (y compris, malheureusement, le gouvernement Harper) a poussé notre endettement opérationnel national à 877 milliards de dollars (elle franchira un billion d'ici la fin de l'année fiscale).² Nous y ajoutons près d'un milliard de dollars chaque jour! En 2020, le Premier Ministre et ses copains enregistrent un déficit d'au moins 343 milliards de dollars et cela pourrait être beaucoup plus élevé. Le gouvernement dépense maintenant plus du double de ce qu'il rapporte, une formule pour un effondrement économique presque certain. Les faibles taux d'intérêt d'aujourd'hui ne peuvent pas durer et l'inflation a déjà commencé.

Malheureusement, même si M. Trudeau détruisait aujourd'hui sa carte de crédit garantie par les contribuables et commençait à vivre selon ses moyens, cette dette nationale ne sera pas remboursée par la génération actuelle de salariés. Plus le trou est profond, plus il faudra de temps pour creuser. Il est juste de se demander si la dépendance du Canada à l'égard de l'argent emprunté au futur cessera jamais. Si nous continuons à creuser, le coût des intérêts et les augmentations d'impôts nécessaires, ainsi que la diminution de la valeur du dollar canadien, engloutiront les incitatifs économiques de tout nouveau gouvernement.

La pilule empoisonnée que les libéraux de Trudeau nous obligent à avaler se retrouve dans les promesses électorales qu'ils ont déjà faites et dans d'autres qu'ils vont bientôt déployer dans le discours du Trône cette semaine. Ils offriront aux Canadiens plus d'«argent gratuit», qu'ils ont l'intention d'extraire de nos enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants. À l'heure actuelle, il y a des Canadiens qui rapportent plus d'argent

de la PCU à la maison qu'ils n'en gagnaient avant que COVID ne frappe.³ C'est une plate-forme assez difficile à combattre. C'est une plate-forme assez difficile pour voter contre.

De plus, un travailleur autonome qui a réussi à gagner 1 000 \$ de revenu imposable ne pouvait pas demander la PCU, mais aurait vu 2 000 \$ remis à un voisin qui ne travaillait pas. Il y a là un défaut majeur du socialisme - qui continuerait à travailler quand le travail est pénalisé et ne pas travailler est incité?

Les libéraux ont parlé de prestations prolongées, de revenu annuel garanti⁴ et de services de garde universels financés par les contribuables; ce sont toutes des choses dont le NPD socialiste parle depuis des années. Les députés néo-démocrates auront du mal à voter contre un discours du Trône qui promet d'adopter essentiellement leur programme! Les politiques énergétiques et environnementales axées sur le carbone proposées par les libéraux, si elles font partie du discours du Trône, répondront largement à la plate-forme des Verts (également approuvée par le NPD). Bref, les libéraux font en sorte qu'il est très difficile pour leurs collègues de gauche de voter contre et de forcer des élections anticipées. Si le gouvernement s'effondrait, les libéraux affirmeraient qu'ils étaient seuls disposés à aider les Canadiens aux prises avec les confinements COVID. Si, cependant, le NPD (ou le Bloc) vote pour soutenir le gouvernement, M. Trudeau réclamera un mandat pour continuer sa frénésie de dépenses. Un "Catch 22" s'il y en a jamais eu. Nous aurons plus d'intrusion de l'État, des impôts plus élevés et moins de liberté.

Si nous devons faire face à une élection d'automne, ceux qui ont récolté les bénéfices des paiements de la PCU pourraient montrer leur gratitude en réélisant les libéraux à la majorité. Si, cependant, les libéraux survivent à un vote de confiance cette année et font face à un électorat grincheux en 2021, ils ne s'en tireront peut-être pas aussi bien. L'année prochaine, les impôts augmenteront probablement pour payer les dépenses excessives de cette année. Personne n'aime les impôts plus élevés. L'économie sera probablement encore en difficulté, surtout si le secteur de l'énergie tarde à se redresser. Les Canadiens se rendront peut-être compte que le budget ne «s'équilibrera jamais»⁵ et que les dons des libéraux n'étaient rien de plus qu'un exercice flagrant d'achat de votes destiné à tromper le public.

Le PHC le dit tel quel. Nous savons qu'une nation ne peut emprunter son chemin vers la prospérité. Si nous voulons retrouver nos libertés et nos valeurs, nous devons réduire les dépenses inutiles, réengager les entreprises canadiennes dans le secteur de l'énergie, réduire les formalités administratives pour les familles et les entreprises et donner aux Canadiens la satisfaction de prendre leurs propres décisions. Rejoignez le PHC du Canada⁶ et aidez-nous à restaurer le bon sens, la décence et la liberté.

Notes de bas de page

¹ dictionary.sensagent.com/rotten%20and%20pocket%20boroughs/en-en/

² www.debtclock.ca

³ www.bnnbloomberg.ca/with-some-seeing-more-income-than-ever-before-does-the-cerb-need-tweaking-1.1433015

⁴ canadafreepress.com/article/guaranteed-annual-income-could-cost-between-131.9-billion-and-464.5-billion

⁵ www.truenorthinitiative.com/stupid_things_trudeau_says

⁶ www.chp.ca/accueil/Rejoignez-nous